

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

PROCEDURE ADAPTEE

*Ville de
Rosporden*



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Mission de maîtrise d'oeuvre pour la restauration générale
de l'église Notre Dame de Rosporden (classée MH)**

juillet 2025

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 10 octobre 2025 à 12:00

Rosporden | Kernével



1 - Objet du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
1.1 - Objet du marché et lieu d'exécution	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement	3
2.3 - Variantes	3
3 - Les intervenants	4
3.1 - Contrôle technique	4
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
4 - Délai d'exécution.....	Erreur ! Signet non défini.
5 - Contenu du dossier de consultation.....	4
6 - Procédures - Présentation des candidatures et des offres.....	Erreur ! Signet non défini.
6.1 - Choix d'un architecte qualifié pour les travaux de restauration sur les immeubles classés	5
6.2 Procédure et documents à produire	6
7 - Conditions de délai et de remise des offres.....	8
7.1 - Transmission du dossier de consultation	8
7.2 - Modification de détails au dossier de consultation.....	8
7.3 - Modalités de remise des candidatures et des offres	9
8 - Examen des candidatures et des offres.....	9
8.1 - Sélection des candidatures	9
8.2 - Sélection des offres.....	10
8.3 - Négociations	11
8.4 - Attribution du marché	11
9 Récompenses.....	11
10 - Renseignements complémentaires	11
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
10.2 - Procédures de recours	12

1. Objet du marché

1.1 – Objet du marché et lieu d'exécution

La présente consultation a pour objet le choix d'un maître d'œuvre pour la mission de maîtrise d'œuvre (suivant code du Patrimoine : Art. R. 621-25 à Art. R 621-44) pour la restauration d'un monument historique classé : **EGLISE NOTRE DAME DE ROSPORDEN** (29).

Lieu d'exécution : 29140 ROSPORDEN

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la **procédure adaptée** en application des articles L.2123-1, R.2431-1 à 7, R. 2431 – 19 à 31 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Marché de services et de prestations intellectuelles.

Marché à tranches comportant une tranche ferme et 2 tranches optionnelles.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Chaque mandataire ne peut être candidat que dans une seule équipe. Les co-traitants (non mandataires) peuvent candidater dans plusieurs équipes.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Contrôle technique

Il est prévu de mandater un contrôleur technique.

3.2 – Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)

Le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SPS chargé d'une mission de niveau 2.

4. - Délai d'exécution

A titre indicatif, l'intervention du maître d'œuvre est prévue à partir de novembre 2025 (délai détaillé précisé dans l'acte d'engagement).

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE);
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- D.P.G.F. - cadre de prix global et forfaitaire
- L'Attestation de visite obligatoire du site ;
- L'étude diagnostic et le programme de l'opération,

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 – Procédures - Présentation des candidatures et des offres

La présente consultation est une procédure adaptée lancée en application des articles R2123-1 et R2431-4 à R2431-7 du code de la commande publique.

Le marché se réfère aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'oeuvre (CCAG-MOE) selon l'arrêté du 30 mars 2021.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le dossier de candidature et le dossier d'offre.

6.1 – Choix d'un architecte qualifié pour les travaux de restauration sur les immeubles classés

En application de l'article R621-28 du Code du Patrimoine, pour les monuments classés au titre des monuments historiques n'appartenant pas à l'État, le maître d'ouvrage choisit librement le maître d'œuvre, sous le contrôle scientifique et technique de l'État, parmi les catégories d'architectes suivants que nous désignons suivant le terme « d'architecte qualifié » :

- les architectes en chef des monuments historiques, y compris l'architecte territorialement compétent ;
- les architectes ressortissants d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, établis dans l'un de ces États et présentant les conditions requises pour être inscrits à un tableau régional de l'ordre des architectes en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 ainsi que celles pour se présenter aux épreuves du concours institué par le 2° du I de l'article 2 du décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007.

Les compétences de l'architecte sont considérées comme suffisantes et nécessaires lorsqu'elles satisfont les conditions cumulatives lui permettant de se présenter à l'entretien du jury pour le concours sur titres au corps d'architecte en chef des monuments historiques, c'est à dire :

- 1) être inscrit à un tableau régional de l'ordre des architectes en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1977 ;
- 2) être titulaire d'un diplôme de spécialisation et d'approfondissement mention « architecture et patrimoine » ou de tout autre diplôme de niveau équivalent ;
- 3) justifier d'une activité professionnelle régulière dans le domaine de la restauration du bâti ancien pendant les dix années qui précèdent l'ouverture de la consultation. Le candidat devra justifier d'une activité professionnelle régulière de maîtrise d'œuvre pendant les 10 ans précédant sa candidature dans le domaine de la restauration du bâti ancien, soit comme salarié dans une agence ou un organisme public ou privé intervenant sur des édifices historiques, soit à titre libéral.

Si le candidat ne présente pas les qualifications requises, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

6.2 – Procédure et Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet (candidature et offre) avant la date limite fixée en page de garde.

Il sera d'abord procédé à l'examen des dossiers de candidature (cf. critères de recevabilité des candidatures) afin de vérifier les capacités technique et financière de l'équipe candidate.

Les offres des candidatures jugées recevables seront ensuite analysées au regard des critères de jugement des offres. Un classement de ces offres sera établi.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'auditionner ou questionner par écrit jusqu'à quatre équipes (selon le classement sur le critère de jugement des offres) pour obtenir des éclaircissements sur l'offre et/ou procéder à une négociation sur les aspects techniques et/ou financiers.

Le Maître d'Ouvrage peut néanmoins attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ELEMENTS A PRODUIRE

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Architecte en chef des monuments historiques ou architecte DPLG répondant aux critères de l'article R621-28 du Code du Patrimoine : certificats de qualifications professionnelles correspondant aux critères de l'article 6.1 du présent RC.
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
<i>L'acte d'engagement doit, sous peine de nullité, être établi dans la forme du modèle correspondant annexé au présent dossier. Il sera daté et signé par l'ensemble des co-traitants (ou le seul mandataire s'il est habilité en conséquence) et accepté sans aucune modification.</i>
Les cahiers des clauses particulières (CCAP) et (CCTP) signés
Une offre financière pour chaque élément de mission (DPGF à compléter)
Une note méthodologique pour chaque étape de la mission (voir détail ci-dessous)
Liste des références propres à l'opération (voir détail ci-dessous)
Les délais d'exécution de chaque élément de mission ; avec calendrier prévisionnel
L' attestation de visite obligatoire du site

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le maître d'œuvre, architecte titulaire ou mandataire, ne peut sous-traiter la partie architecture de la mission ; il peut sous-traiter l'exécution de certaines autres parties de son marché. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Documents obligatoires à fournir dans le dossier d'offre

1) Note méthodologique

Le candidat fournira une note méthodologique des dispositions qu'il compte adopter pour l'exécution de la mission. Le candidat montre la démarche proposée et les moyens humains et matériels mis en oeuvre pour mener à bien les missions telles qu'elles sont définies dans le marché.

Important : 12 pages recto maximum.

Cette note sera composée de la manière suivante :

- Détail de l'équipe affectée à la mission (salariés, co-traitants ou sous-traitants), l'indication des titres d'études et/ou l'expérience professionnelle des différents intervenants ; indication des chefs de projet chez le mandataire et les co-traitants ;
- Méthode de travail pour mener à bien les missions déclinées dans les différentes tranches de l'opération, tant les études de projet que le suivi des travaux ; nombres de déplacements sur site ;
- Proposition de calendrier général ; de la remise des études de projet jusqu'à l'analyse des offres ;
- Si nécessaire, points singuliers relevés par le candidat.

Cette note méthodologique devra être accompagnée, s'il y a lieu, des indications de toutes les omissions, erreurs, imprécisions ou contradictions constatées dans les documents du DCE, faute de quoi ces documents seront considérés comme acceptés sans réserve.

2) Liste des références propres à l'opération

L'architecte doit fournir les références montrant sa capacité professionnelle à traiter les caractéristiques et la complexité du projet envisagé.

Le candidat devra transmettre la liste des restaurations sur monument historique classé, qu'il aura dirigées en tant que maître d'œuvre pendant les 10 ans précédant sa candidature soit comme salarié dans une agence ou un organisme public ou privé intervenant sur des édifices historiques, soit à titre libéral ; dont une restauration générale sur un monument en rapport avec celui concerné par l'opération (église). Il devra en avoir assuré la conception et la réalisation (suivi de chantier).

Les candidats devront démontrer grâce aux documents fournis leur capacité à :

- Présenter un dossier clair de l'état existant et du projet ;
- Réaliser un diagnostic de synthèse à partir d'études techniques et documentaires ;
- Mettre en relation les pathologies constatées avec l'histoire du monument et les interventions antérieures ;
- Conduire un chantier.

6.3- Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Plusieurs jours de visite seront proposés.

Les candidats se rapprocheront des services techniques de la ville de Rosporden pour leur participation.

Services techniques de Rosporden-Kernével

servicestechriques@mairie-rosporden.fr

02.98.66.99.20

7 - Conditions de délai et de remise des offres

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil de l'acheteur : <https://marches.megalisbretagne.org>

7.2 – Modification de détails au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.3 – Modalités de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents s'effectue obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Pour signer électroniquement son offre, le candidat doit avoir acquis au préalable un certificat électronique permettant la signature électronique de ses fichiers selon les dispositions réglementaires.

Obtenir ce certificat nécessite plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le candidat ne dispose pas de certificat électronique valable pour la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Il est également fortement recommandé au candidat de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Transmission par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé

Les offres électroniques seront transmises via le profil de l'acheteur : <https://marches.megalisbretagne.org>

Le dépôt électronique doit être obligatoirement réalisé et terminé avant la date mentionnée en page de garde.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Seules les candidatures répondants aux critères du code du patrimoine peuvent être examinées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans **un délai maximum de 10 jours**.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 – Sélection des Offres

Si une offre paraît anormalement basse, la Maitrise d'ouvrage fera application des dispositions des articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique.

La Maitrise d'ouvrage se réserve la possibilité de régulariser les offres, dans les conditions fixées aux articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L2152-7 du code de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (A)	40.0
2-Valeur technique (B) - après examen de la note méthodologique	60.0
<i>2.1 Méthode de travail pour mener à bien la mission de MOE</i>	20
<i>2.2 Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre dédiée à la réalisation de la mission</i>	20
<i>2.3 Pertinence des références en terme d'opérations sur monument historique classé, sur lesquelles le candidat a assuré la maîtrise d'œuvre</i>	10
<i>2.4 Planning proposé</i>	10

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Précisions sur le sous critère valeur prix (A) :

Prix du forfait de rémunération (40 %) jugé sur l'acte d'engagement et son annexe et la répartition par co-traitants.

Méthode de calcul pour évaluation du critère : montant total HT sur la base du forfait provisoire de la mission MOE incluant toutes les tranches et les missions complémentaires.

Notation en comparaison avec l'offre la moins-disante selon le calcul suivant :

$$\text{Note} = \frac{\text{Montant TTC de l'offre du candidat le moins disant}}{\text{Montant TTC de l'offre du candidat}} * 40$$

Précisions sur le sous critère valeur technique (B) :

Pour ces 3 derniers sous critères, la note variera selon que les éléments présentés sont jugés : très satisfaisant (note maximale : 1), satisfaisant (note : 0,8), moyennement satisfaisant (note : 0,5), insatisfaisant (note : 0,1).

Un premier classement sera établi suivant les indications mentionnées ci-dessus.

A partir de ce premier classement, un correctif sera réalisé pour maintenir le poids de ce critère conforme à la jurisprudence : il suffit, après que chaque offre ait été notée individuellement, de porter systématiquement et

pour ce critère, la meilleure note à la note de 10, les notes suivantes étant, selon une règle de 3, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

La somme des notes pondérées pour l'ensemble des critères permettra d'établir le classement final de l'ensemble des offres reçues en additionnant les deux critères : A) valeur prix + B) valeur technique.

NOTE GLOBALE DE L'OFFRE = Note pondérée A + Note pondérée B

En cas d'égalité des offres après pondération des critères, l'offre ayant la meilleure note technique sera privilégiée.

8.3 - Négociations

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement définis ci-dessus, le maître d'ouvrage établit un classement et se réserve la possibilité d'ouvrir une phase de négociations avec le ou les soumissionnaires dont les offres seront les mieux classées. Toutefois, le maître d'ouvrage pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des soumissionnaires. Les modalités de cette négociation seront précisées dans les courriers d'invitation à négocier. Cette négociation aura pour objectif d'optimiser la ou les offres sélectionnées tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

8.4 – Attribution du marché

L'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

10.2 – Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

Le droit français est seul applicable.

Le tribunal compétant est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte CS 44416
35044 RENNES
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Téléphone : 02 23 21 28 28

par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Organes chargés des procédures de médiation :

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles R297-1 et suivants du CCP relatifs aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Coordonnées du comité consultatif régional :

Médiateur régional délégué
Médiation des entreprises
22 mail Pablo Picasso, BP 24209
44042 Nantes Cedex 1